

COUR CONSTITUTIONNELLE

REPUBLIQUE GABONAISE

Union - Travail - Justice

REPERTOIRE N° 089/CC

Décision du 17 Juin 1997

DECISION N°.089./C C DU 17 JUIN 1997
relative à une requête de
Monsieur ESSAUNE-OBIANG Gilbert Ghislain

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS,

LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête présentée par Monsieur Gilbert Ghislain ESSAUNE-OBIANG en annulation de l'élection de Monsieur Jean-Baptiste MINTSA)MI-MBA en qualité de Sénateur du Département de la Noya ;

Vu le mémoire en défense de ce dernier ;

Vu les conclusions en réplique du requérant ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu les conclusions du Commissaire à la loi ;

Vu la Constitution ;

Vu la Loi Organique 9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle modifiée par la loi organique 13/94 du 17 septembre 1994 ;

Vu la loi organique 18/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des sénateurs ;

Vu la loi 7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques ;

Vu le décret 141 du mars 1997 portant composition des membres des conseils municipaux et départementaux ;

Le Rapporteur ayant été entendu ;

1.- Considérant que par requête susvisée, Monsieur Gilbert Ghislain ESSAUNE-OBIANG, candidat au siège de sénateur du Département de la Noya à Cocobeach, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins de voir prononcer l'annulation des résultats du scrutin du 9 février 1997 à l'issue duquel son adversaire, Monsieur Jean-Baptiste MINTSA-MI-MBA, a été proclamé élu ; qu'il invoque à l'appui de sa requête la violation par ce dernier des dispositions de la loi électorale, avec la complicité du Président de la Commission Départementale Electorale et des membres du bureau de vote ; qu'il explicite que cette violation a consisté dans le fait qu'un Conseiller appartenant au RNB, Monsieur NGUEMA-NZE Jean, a été remplacé par un certain NZOUBA-NZOUBA qui ne faisait pas partie des électeurs sénatoriaux de la Noya ainsi qu'en témoigne le décret n° 000141/PR du 22 janvier 1997 dressant le tableau de ces derniers ;

2.- Considérant que le défendeur conteste l'irrégularité alléguée ; qu'il verse au débat, pour prouver le contraire, la liste des candidats présentée par le RNB aux élections locales pour le Conseil Départemental de la Noya et conclut au rejet de la requête comme non fondée ;

3.- Considérant certes qu'il résulte d'une part, de l'article 3 de la loi organique 18/96 du 15 avril 1996 portant dispositions spéciales relatives à l'élection des sénateurs, que les électeurs sénatoriaux sont les Conseillers Départementaux et Municipaux régulièrement inscrits sur le tableau dressé par décret pris en Conseil des Ministres et, d'autre part, que Monsieur NZOUBA-NZOUBA ne figure pas sur le décret n° 141 parmi les Conseillers Départementaux appartenant au RNB qui avaient été appelés à occuper les 7 sièges attribués à ce parti suivant la représentation proportionnelle ;

4.- Considérant toutefois qu'il résulte des article 2 et 18 de la loi 19/96 relative à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux que les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste, et qu'en cas de démission ou d'exclusion d'un candidat de son parti, il est procédé à son remplacement par le candidat qui le suit immédiatement sur la liste ;

5.- Considérant à cet égard, que sur la liste du RNB, Monsieur NZOUBA-NZOUBA figure immédiatement après le dernier des sept candidats de ce parti appelés à siéger au Conseil Départemental de la Noya ; que c'est à bon droit qu'il est appelé à remplacer le Conseiller NGUEMA-NZE Jean exclu du RNB ; et qu'il y a lieu par conséquent, de rejeter la requête présentée par Monsieur Gilbert Ghislain ESSAUNE-OBIANG ;

D E C I D E

Article 1er La requête présentée par Monsieur Gilbert Ghislain ESSAUNE-OBIANG est rejetée.

Article 2. la présente décision sera notifiée au requérant et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise.

Ainsi décidé et délibéré par la Cour Constitutionnelle en sa séance du dix sept juin mil neuf cent quatre vingt dix sept, où siégeaient :

Madame Marie Madeleine MBORANTSUO, Président

Messieurs Augustin BOUMAH

Victor EFENE

Jean-Pierre NDONG

Paul MALEKOU

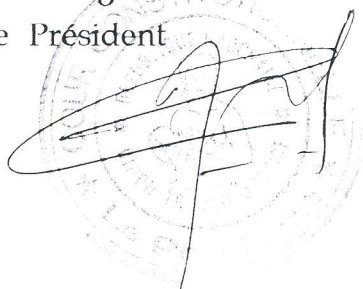
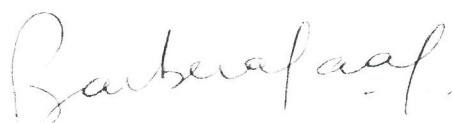
Séraphin NDAOT

Dominique BOUNGOUERE

Madame Louise ANGUE, Membres assistés de Maître
BARBERA ISAAC Pierre François, Greffier.

Et ont signé Le Président et le Greffier

Le Président

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to the President of the Constitutional Court, Marie Madeleine MBORANTSUO. The signature is written over a faint circular official stamp.A handwritten signature in black ink, likely belonging to the Greffier, Barbera Isaac Pierre François. The signature is written in a cursive style.